

Le Monde 23/7/97 p. 2

La Turquie dénonce le sort que lui réserve l'Union européenne

Le vice-premier ministre, Bulent Ecevit, appelle à une révision de l'accord d'union douanière signé avec les Quinze, qu'il juge défavorable à son pays. Il annonce, par ailleurs, une « intégration » de la partie turque de Chypre

ISTANBUL

de notre correspondante

La Turquie est-elle en train de tourner le dos à l'Europe ? La question s'était initialement posée en 1996 avec l'arrivée au pouvoir du premier ministre islamiste Necmettin Erbakan, mais c'est maintenant l'attitude du gouvernement laïc formé pour lui succéder qui remet le sujet à l'ordre du jour.

En visite à Chypre pour célébrer le 23^e anniversaire de l'intervention des forces armées turques sur l'île, le vice-premier ministre Bulent Ecevit a en effet annoncé que la Turquie pourrait revoir l'accord d'union douanière avec les Quinze entré en vigueur le 1^{er} janvier 1996. « Cet accord a causé un tort important à la Turquie depuis son entrée en vigueur », a déclaré M. Ecevit au cours d'une conférence de presse commune avec le dirigeant turc chypriote, Rauf Denktaş. Le ministre des affaires étrangères, Ismail Cem, membre lui aussi du Parti démocratique de gauche que dirige M. Ecevit, a ajouté que « le déficit commercial de la Turquie vis-à-vis de l'Europe est passé à 11 milliards de dollars après l'accord douanier, contre 5 milliards en 1995. »

Dans le même temps, alors que les Nations unies tentent de

convaincre les deux communautés – turque et grecque – de Chypre de se réconcilier, la Turquie a annoncé qu'elle prévoyait « l'intégration partielle » de la partie turque de l'île. La République turque de Chypre du Nord (RTCN) – une entité fondée en 1983 et reconnue uniquement par la Turquie – continuera à exister indépendamment, mais une union financière et économique est prévue et un conseil d'association réunira des représentants des deux Parlements.

Plus important encore, la Turquie et la RTCN entendent développer un concept commun de défense et toute attaque contre la partie turque de l'île serait considérée comme étant dirigée contre la Turquie.

Ces démarches peuvent être comprises comme l'expression de la frustration des autorités turques, qui non seulement ont dû avaler le fait que la Turquie n'ait pas été incluse dans les plans d'élargissement de l'Union européenne, annoncés les 16 et 17 juillet – ce qui n'aurait pas dû être une véritable surprise –, mais également le fait que les négociations en vue de l'accession de Chypre à l'Union débutaient prôchainement. Ismail Cem avait alors quai-



fié la décision européenne d'« injuste ». « Nous avons toujours dit que l'union douanière n'est pas une fin en soi. Nous devons désormais réévaluer les chances d'intégration de la Turquie à l'Union européenne et décider si la situation aura un impact sur l'union douanière. » explique Oguz Ozge, sous-directeur pour l'Union européenne au mi-

nistère des affaires étrangères. S'il est vrai que les Européens n'ont pas toujours traité la Turquie avec tact, les autorités turques oublient fréquemment que l'union douanière avait été précédée par une longue période de transition et de préparation de vingt-deux ans, au cours de laquelle l'Europe, abaissant unilatéralement ses tarifs

douaniers, avait ouvert ses marchés aux produits turcs. « La situation de la Turquie n'a pas changé. En fait, l'idée d'une conférence européenne, dans le cadre de laquelle des sujets qui concernent la Turquie de très près pourront être discutés, a été ajoutée », explique l'ambassadeur Michael Lake, le représentant de l'Union européenne à Ankara. Mais les arguments rationnels des diplomates européens, qui répètent que la porte de l'Europe demeure ouverte pour autant qu'Ankara améliore le niveau de sa démocratie, n'ont qu'un impact limité : la relation turco-européenne est avant tout émotionnelle. Pour de nombreux Turcs, l'Europe est une sorte de miroir : ils attendent qu'elle leur renvoie l'image à laquelle ils aspirent, celle d'un pays occidentalisé et développé.

GESTE D'HUMEUR

Lorsqu'elle est sur la défensive, la Turquie a tendance à sortir les griffes. Les diplomates occidentaux s'empressent cependant d'expliquer que les intérêts d'Ankara ne peuvent que souffrir de cette attitude. Chypre est un fardeau diplomatique et économique important pour la Turquie. « Comme les lourdes entreprises étatiques, elle

devrait être privatisée », affirme un diplomate européen. Un rejet de l'accord d'union douanière aurait de sérieuses conséquences. Dans un premier temps, les marchés financiers, toujours à la recherche de stabilité, seraient vraisemblablement affectés et l'Europe pourrait réintroduire des taxes douanières et imposer de nouveaux quotas sur les produits turcs, une situation qui paraît impensable compte tenu du fait que plus de la moitié des échanges commerciaux de la Turquie se font avec l'Europe.

Malgré les déclarations intempestives et les gestes d'humeur, la Turquie choisira vraisemblablement de rester sur les rails de l'Europe, d'autant plus que le programme du gouvernement donne la priorité à l'harmonisation des lois pour faciliter le rapprochement avec l'Union et mentionne la nécessité de mettre fin à la dispute avec la Grèce. La position de M. Ecevit, qui est bien connu pour son nationalisme et qui veut par ailleurs rétablir de bonnes relations avec Bagdad, risque donc avant tout de semer la confusion et de porter atteinte à la cohésion de la coalition.

Nicole Pope